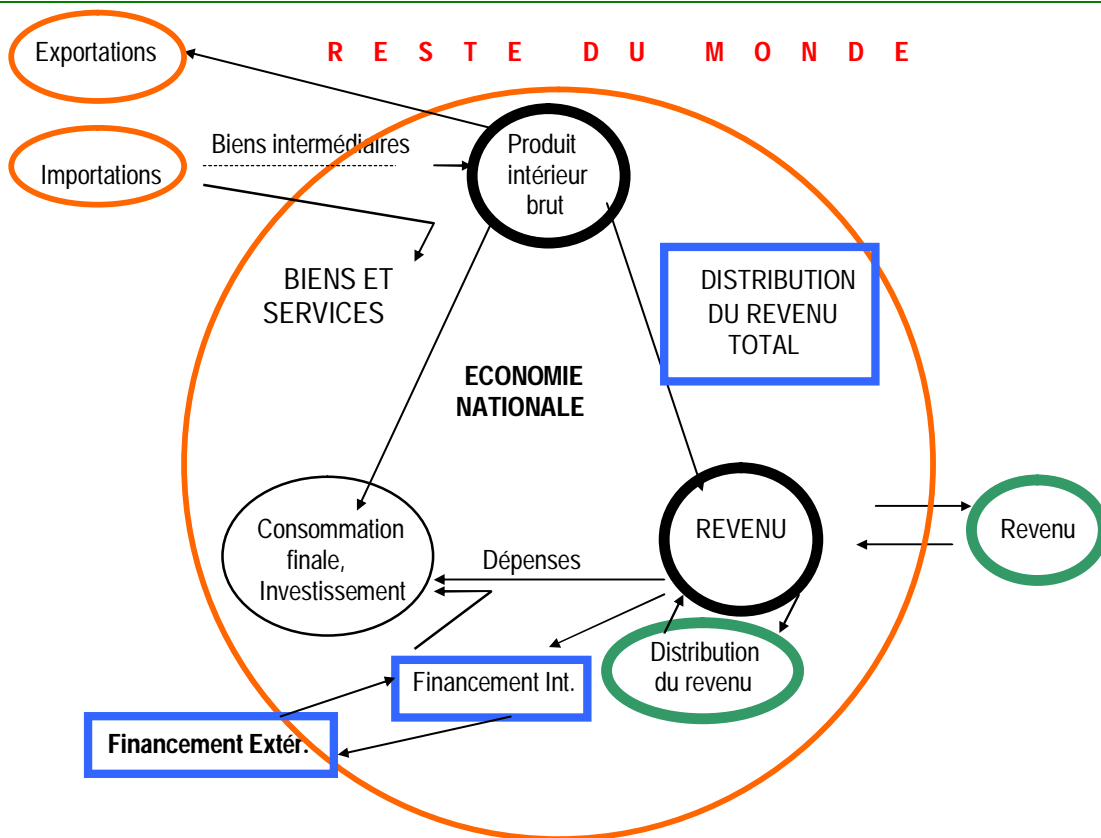


RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION NATIONALE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DE LA PRÉVISION
DIVISION CONJONCTURE

NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GUINÉENNE

N° 95

Premier Trimestre 2013



Conakry, juin 2013

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Principaux sigles employés et tableaux joints en annexe	3
Synthèse du suivi conjoncturel, premier trimestre 2013	4
<i>I - Environnement International</i>	5
1.1 Croissance économique des pays industrialisés	
1.2 Taux de change de l'euro	
1.3 Prix des produits de base	
<i>II - Au plan national</i>	6
<i>2.1 Activités économiques</i>	6
2.1.1 Secteur primaire	
2.1.2 Secteur secondaire	8
2.1.3 Secteur tertiaire	10
<i>2.2 Finances publiques, monnaie et crédit</i>	11
2.2.1 Recettes et dons	
2.2.2 Dépenses budgétaires	
2.2.3 Solde et financement	12
2.2.4 Dette publique	
2.2.5 Situation monétaire	13
2.2.6 Inflation	
2.2.7 Taux de change du franc guinéen	
2.2.8 Synthèse sur les indicateurs de performance budgétaire	14
<i>2.3 Perspectives budgétaires pour le deuxième trimestre 2013</i>	15
2.3.1 Recettes et dons	
2.3.2 Dépenses totales	
2.3.3 Solde	
<i>2.4 Mesures de politique économique nécessaires</i>	15
Annexes (Tableaux des Indicateurs).....	16 – 23

RECAPITULATIF DES PRINCIPAUX SIGLES EMPLOYES

ACG	Compagnie d'alumine de Guinée (ex-Friguia)
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AREDOR	Association pour la recherche et l'exploitation du diamant et de l'or
SAG	Société Aurifère de Guinée
BAD	Banque Africaine de Développement
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BND	Budget National de Développement
BONAGUI	Boissons non alcoolisées de Guinée
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CADAC	Centre d'Administration Automobile de Conakry
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
CBK	Compagnie des Bauxites de Kindia (ex-SBK)
CTSCM	Cellule Technique de Suivi de la Conjoncture Macroéconomique
DTI	Droits et Taxes à l'Importation
CPDM	Centre de promotion et de développement du secteur minier
DNE	Direction Nationale de l'Economie
DNB	Direction Nationale du Budget
DNI	Direction Nationale des Impôts
DND	Direction Nationale des Douanes
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDG	Electricité de Guinée
Euro ou €	Monnaie commune de la zone euro (depuis janvier 2002)
FBCF	Formation brute de capital fixe
FG ou GNF	Franc guinéen
GBP ou £	Livre anglaise
IDA	Association internationale de développement
JPY ou ¥	Yen japonais
MC	Ministère du Commerce
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie.
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MDB	Ministère Délégué au Budget
MCEA	Ministère du Contrôle d'Etat et des Audits
ND	Non disponible
NS	Non Significatif
OIC	Organisation Internationale du café
PAC	Port Autonome de Conakry
PIB	Produit intérieur brut
PIP	Programme d'investissements publics
SEG	Société des Eaux de Guinée
SNSA	Service National des statistiques agricoles
SOBRAGUI	Société des brasseries de Guinée
TSPP	Taxe spécifique sur les produits pétroliers
USD ou \$EU	Dollar américain

PRINCIPAUX TABLEAUX JOINTS EN ANNEXE

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL : 1.1 Evolution des taux de change de l'Euro
 - 1.2 Evolution des cours des produits de base
2. AU PLAN NATIONAL :
 - 2.1.1 Evolution de la production agricole
 - 2.1.2 Evolution de la production animale
 - 2.1.3 Evolution de la production minière et de la pêche industrielle
 - 2.1.4 Evolution de la production alimentaire
 - 2.1.5 Evolution de la production énergétique
 - 2.1.6 Evolution de la production de ciment et de peinture
 - 2.1.7 Evolution de la balance commerciale
 - 2.1.8 Evolution des activités portuaires et aéroportuaires
 - 2.2.1 Tableau des Opérations Financières de l'Etat
 - 2.2.2 Evolution du service de la dette publique
 - 2.3.1 Situation Monétaire Intégrée
 - 2.3.2 Evolution des taux de change du GNF
 - 2.3.3 Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
 - 2.3.4 Evolution des prix de quelques produits alimentaires
 - 2.3.5 Evolution des taux d'intérêt
 - 2.3.6 Evolution des critères et repères quantitatifs
 - 2.4.1 Ressources et emplois du PIB

Synthèse du suivi conjoncturel, 1^{er} trimestre 2013

1. Au cours du premier trimestre 2013, l'environnement économique caractérisé par la crise sociopolitique que traverse le pays est demeuré incertain. Toutefois, les efforts de mise en œuvre des politiques budgétaires et monétaires prudentes ont permis de ralentir l'inflation, de stabiliser le taux de change et de maîtriser le déficit budgétaire.

2. Par rapport à 2012, les volumes cumulés de la production au premier trimestre 2013 ont augmenté de 34,3% pour l'or, 24,6% pour la peinture, 2,8% pour l'eau potable et de 1,5% pour la bauxite. En revanche, les autres productions ont baissé : les boissons non alcoolisées (-0,8%), l'électricité (-1,2%), les boissons alcoolisées (-13,6%), le gaz (-22,1%), le poisson de la pêche industrielle (-28,5%), le diamant (-51,3%) et le ciment (-53,6%). Ces contreperformances liées aux difficultés d'ordre structurel et financier ont conduit à l'arrêt momentané des productions d'alumine et de farine.

En glissement annuel, l'inflation a légèrement augmenté de 12,8% en décembre 2012 à 13,0% en mars 2013, du fait essentiellement d'une hausse des prix de certains postes tels que : i) les loisirs, spectacles et culture ; ii) les hôtels, cafés, restaurants ; et les produits alimentaires, notamment les oléagineux et poisson. En moyenne annuelle, cette inflation a baissé de 15,2% en décembre 2012 à 14,0% en mars 2013, et ce, à cause d'une stabilité relative des prix des produits pétroliers à la pompe et d'une gestion rigoureuse du budget de l'Etat.

3. Au plan des échanges extérieurs, la valeur en douane des exportations a baissé de 26,4% par rapport au trimestre précédent et de 45,0% en glissement annuel, du fait en partie d'un ralentissement des exportations des produits miniers, avec l'arrêt momentané de la production de l'alumine. Quant aux importations, elles ont aussi baissé de 2,7% en variation trimestrielle et de 7,5% en glissement annuel, à cause notamment de l'impact de la crise sociopolitique que traverse le pays. Par conséquent, le solde commercial s'est détérioré de -4,5% du PIB au trimestre précédent à -5,2% au premier trimestre 2013. Sur le marché des changes, l'évolution baissière des taux moyens des principales devises a été plus marquée sur le marché parallèle que sur le marché officiel, et la prime du marché a presque disparue.

4. Au niveau des finances publiques, les recettes totales et dons au premier trimestre 2013, ont baissé de 37,7% par rapport au trimestre précédent, du fait d'une baisse de 22,6% des recettes fiscales et d'une chute de 75,4% des dons et emprunts sur la période. En glissement annuel, ces recettes totales et dons ont augmenté de 2,1%, grâce à une hausse de 66,8% des dons et emprunts et de 66,4% des recettes non fiscales, contenue par une baisse de 4,2% des recettes fiscales. Par rapport aux prévisions du premier trimestre 2013, on note une moins-value des recettes totales et dons de 714,81 milliards de GNF : 360,27 milliards pour les dons et emprunts ; 349,62 milliards pour les recettes fiscales et 4,92 milliards pour les recettes non fiscales.

Quant aux dépenses totales de l'Etat, elles ont également baissé de 54,2% par rapport au trimestre précédent, dont 33,0% pour les dépenses courantes et 81,5% pour les dépenses en capital avec 67,4% pour les dépenses d'investissement financées par les ressources propres. En glissement annuel, ces dépenses totales ont également baissé de 34,7%, avec une contraction de 77,7% des dépenses en capital dont 75,9% sur les ressources propres, atténuée par une expansion de 10,9% des dépenses courantes. Sur la base des prévisions au premier trimestre 2013, l'exécution des dépenses totales a connu une forte contraction de 1.020,10 milliards de GNF : 795,46 milliards pour les dépenses en capital (dont 220,51 milliards sur les ressources propres) et 224,64 milliards pour les dépenses courantes. Par conséquent, le déficit budgétaire hors dons a été moins élevé que prévu, soit 0,03% du PIB contre un objectif de 1,49% au premier trimestre 2013.

Par rapport au trimestre précédent, les règlements du service de la dette extérieure ont baissé de 54,0% au premier trimestre 2013 et de 13,1% en glissement annuel, en raison des allègements obtenus au Club de Paris en avril 2012. Sur la base des prévisions, ces règlements ont connu une contraction de 5,88 milliards de GNF, imputable à celle de 5,92 milliards sur les intérêts, contenue par un léger dépassement du capital de 0,04 milliard.

Quant aux règlements du service de la dette intérieure, ils ont connu une évolution contrastée au premier trimestre 2013, avec une baisse de 34,1% par rapport au trimestre précédent et une hausse de 3,2% en glissement annuel. Par rapport aux prévisions, on note une explosion de 68,07 milliards de GNF des intérêts, atténuée par une contraction du capital de 44,67 milliards.

5. Au plan monétaire, les progrès notables ont été réalisés dans le cadre des réformes structurelles. Par rapport à décembre 2012, la masse monétaire n'a cru que de 3,7% en mars 2013, avec 4,9% pour les avoirs intérieurs nets et 1,9% pour les avoirs extérieurs nets. Le crédit au gouvernement a connu une hausse de 3,2%, contenue par une baisse du crédit à l'économie de 0,4% sur la période.

Dans le cadre de la surveillance multilatérale de la deuxième zone monétaire de l'Afrique de l'ouest (ZMAO) au premier trimestre 2013, la Guinée a rempli trois critères de premier rang sur quatre, à savoir : i) les réserves de change (3,3 mois d'importation) ; ii) le financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (1,6% des recettes fiscales 2012) ; et iii) le déficit budgétaire hors dons (0,03% du PIB).

En outre, trois critères de second rang sur six ont également été remplis : 1) la masse salariale (25,6% des recettes fiscales) ; 2) la fluctuation du taux de change (-1,3) ; et 3) le taux d'intérêt réel (+3,0%).

Beaucoup d'efforts restent à fournir sur l'inflation, les arriérés intérieurs de paiements, la pression fiscale et le niveau des dépenses d'investissement sur les ressources propres.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Croissance économique

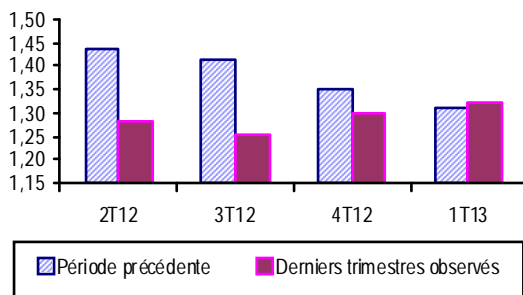
Les chiffres provisoires de l'OCDE montrent que le produit intérieur brut (PIB) des sept grands pays industriels a augmenté de 0,4% au premier trimestre 2013 après une contraction de 0,1% au trimestre précédent. Cet indicateur montre des divergences d'évolution entre les pays membres.

En effet, au Japon et aux Etats-Unis, la croissance du PIB a crû de 0,9% et 0,6% respectivement au premier trimestre 2013, après une augmentation de 0,3% et 0,1% au trimestre précédent. Au Royaume-Uni et en Allemagne, le PIB a augmenté de 0,3% et 0,1% respectivement, après une contraction de 0,3% et 0,7% au trimestre précédent. En France, le PIB s'est contracté de 0,2%, comme au trimestre précédent. En Italie, le PIB a décliné pour la septième fois consécutive mais avec un rythme de contraction plus modéré (-0,5% au premier trimestre 2013 contre -0,9% au trimestre précédent). Dans l'Union Européenne, le rythme de contraction a aussi ralenti de 0,5% au trimestre précédent à 0,1% au premier trimestre 2013, du fait essentiellement d'une timide reprise de l'activité économique.

En Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international (FMI) annonce une croissance de 5,4% en 2013 contre 5,1% en 2012 ; croissance justifiée par l'accroissement des investissements et des exportations des produits de base.

1.2 Taux de change de l'euro

Graphique 1.1.1 : Evolution trimestrielle des cours de l'Euro (en USD)

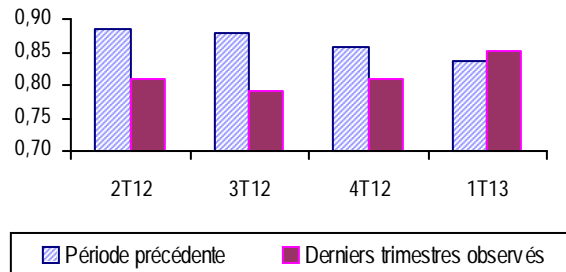


Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Au premier trimestre 2013, l'euro a été négocié à 1,320 USD aux Etats-Unis, 0,852 £ au Royaume

Uni et 121,910 ¥ au Japon, soit une dépréciation par rapport au trimestre précédent du yen de 15,7%, de la livre sterling de 5,5% et du dollar américain de 1,8%.

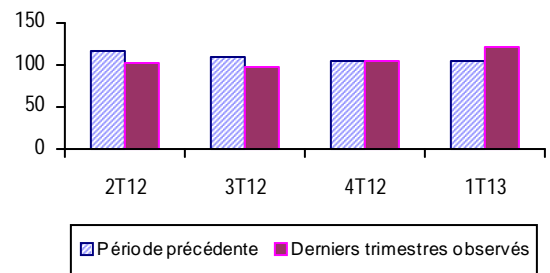
Graphique 1.1.2 : Evolution des cours de l'Euro (en livre sterling)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

En glissement annuel, cette dépréciation a été de 17,2% pour le yen, 2,1% pour la livre sterling et 0,7% pour le dollar américain.

Graphique 1.1.3 : Evolution des cours de l'Euro (en yens japonais)

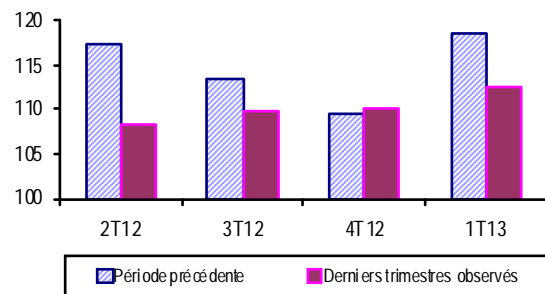


Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Globalement, l'appréciation de l'euro face aux principales devises s'explique en partie par un refinancement de crédits conjugué au dégonflement des déficits et dettes publics qui étouffaient les États européens, notamment la Grèce.

1.3 Prix des produits de base

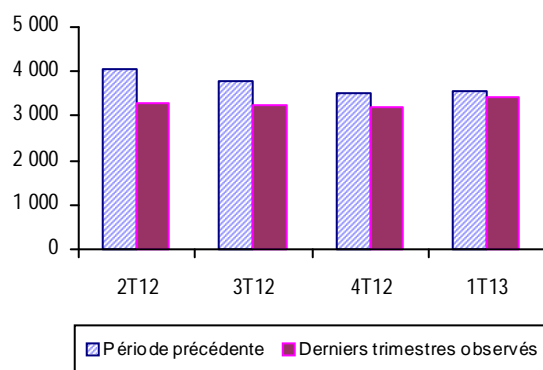
Graphique 1.2.1 : Evolution des prix du baril de pétrole (en USD)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Par rapport au trimestre précédent, les prix moyens du café, de l'huile de palme, de l'huile d'arachide, du pétrole et de l'aluminium ont augmenté de 7,3%, 5,4%, 2,8%, 2,2% et 0,2% au premier trimestre 2013, pour se situer à 3.423,07 USD, 852,67 USD, 1.147,33 USD, 112,53 USD et 2.000,22 USD respectivement.

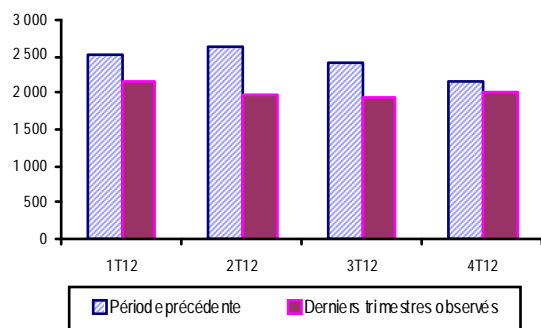
Graphique 1.2.2 : Evolution des prix de la tonne de café (en USD)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

En revanche, les prix moyens des autres produits ont baissé de 0,4% pour le riz (516,50 USD), 5,2% pour l'or (1.630,83 USD) et 6,8% pour le cacao (1.444,08 USD) au premier trimestre 2013.

Graphique 1.2.3 : Evolution des prix de la tonne d'aluminium (en USD)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

En glissement annuel, hormis les prix moyens de riz qui ont augmenté de 1,2%, les prix des autres produits ont baissé de 1,5% pour l'huile d'arachide, 3,4% pour le café, 3,5% pour l'or, 4,2% pour le cacao, 5,1% pour le pétrole, 7,3% pour l'aluminium et 22,9% pour l'huile de palme au premier trimestre 2013.

Les tendances contrastées des cours des matières premières font peser des menaces réelles sur la sécurité alimentaire et les économies des pays en développement.

II. AU PLAN NATIONAL

Globalement, les perspectives économiques pour 2013 seraient favorables, grâce aux efforts de la poursuite des réformes engagées par les autorités dans un programme économique et financier, appuyé par le FMI au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

2.1 ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Dans un contexte économique international difficile, la Guinée se propose de réaliser un taux de croissance du PIB réel de 4,5% en 2013 après 3,9% en 2012, et ce, grâce aux contributions sectorielles de 1,0 point pour le primaire, 1,5 pour le secondaire et 2,0 points pour le tertiaire.

Toutefois, l'impact de la crise sociopolitique que traverse le pays pourrait entre autres être une menace pour l'objectif de croissance du PIB réel de 4,5% prévu à fin décembre 2013.

2.1.1 DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

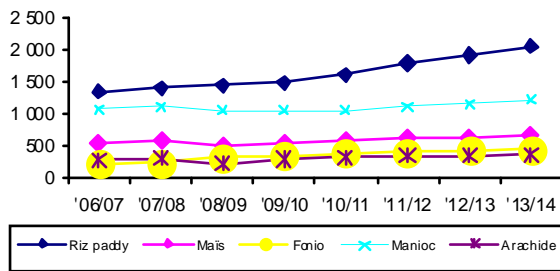
Au niveau du secteur primaire (22,0% du PIB), la valeur ajoutée devrait augmenter de 4,8% en 2013 contre 3,8% en 2012, grâce à l'expansion de 5,3% de l'agriculture et la chasse, 5,2% de la pêche, 4,0% de l'élevage et de 3,5% de la sylviculture et les forêts. Ces performances résulteraient en partie au programme de modernisation de la pêche, d'approvisionnement en intrants agricoles et de campagne de vaccination du cheptel.

Production agricole vivrière

En raison d'une extension des superficies irriguées et d'une utilisation plus rationnelle d'intrants agricoles, la production vivrière devrait augmenter de 5,5% pour la campagne 2013/2014, contre 5,4% pour la campagne précédente. Cette situation proviendrait essentiellement de la hausse de 7,0% du riz paddy (2.053 mille tonnes), 5,0% du fonio (451 mille tonnes), 4,9% du maïs (672 mille tonnes),

4,7% du manioc (1.219 mille tonnes) et de 1,4% de l'arachide (363 mille tonnes).

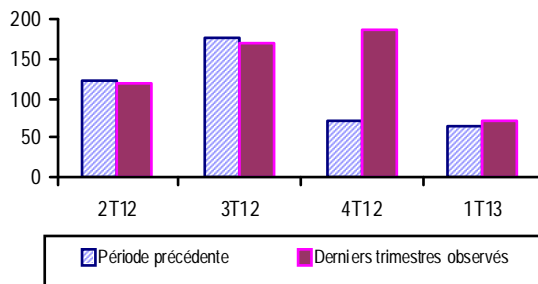
Graphique 2.1.1 : Produits vivriers agricoles (en milliers de tonnes).



Source : SNSA

Mais face à un accroissement démographique de 3,1% par an, combiné à une faible diversification alimentaire, l'offre du riz demeure insuffisante.

Graphique 2.1.2 : Volume du riz importé (en milliers de tonnes)



Source : MDB/DGD

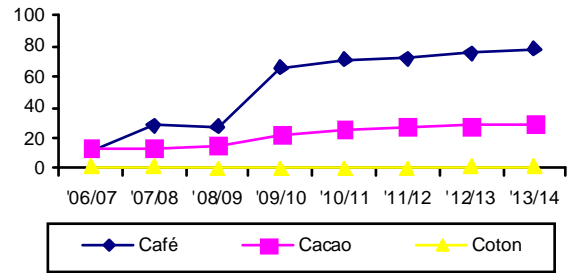
Pour résorber le déficit en riz, les opérateurs économiques en collaboration avec le gouvernement, ont importé 72,05 mille tonnes de riz au premier trimestre 2013, soit une baisse 61,4% par rapport au trimestre précédent ; baisse imputable en partie aux effets de déstockage.

Par contre, en glissement annuel, ce volume de riz a crû de 13,7%, du fait en partie d'un ralentissement de l'évolution du prix moyen de riz sur le marché international, conjugué à une insuffisance des résultats de la campagne agricole 2012/2013.

Productions agricoles d'exportation

Avec la relance timide de la culture de coton, la hausse du volume des exportations des produits de rente est restée relativement stable à 4,1% en 2013, avec 4,2% pour le café et 3,7% pour le cacao.

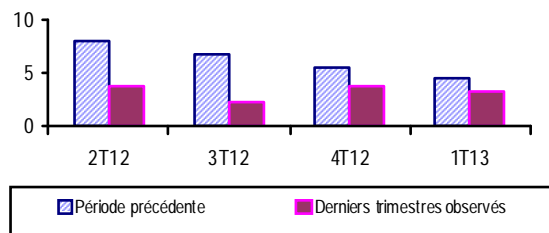
Graphique 2.1.3 : Produits de rente (en milliers de tonnes).



Sources : MEF/DND, MT/PAC

En 2013/2014, ces produits de rente ont atteindraient 78,15 mille tonnes pour le café, 29,04 mille tonnes pour le cacao et 1,17 mille tonnes pour le coton, contre 75,00 mille tonnes pour le café et 28,00 mille tonnes pour le cacao et 1,08 mille tonnes pour le coton au cours de la campagne précédente.

Graphique 2.1.4 : Production de la pêche industrielle (en 000 t)



Source : MPA/DNP

Au cours du premier trimestre 2013, l'offre des produits halieutiques est restée faible face à une demande sans cesse croissante. En effet, le volume des débarquements de la pêche industrielle a été de 3,29 mille tonnes au premier trimestre 2013, soit une baisse de 9,4% par rapport au trimestre précédent et de 28,5% en glissement annuel. Cette situation résulte en partie d'une réorientation des bateaux de pêche industrielle vers les pays limitrophes (effets des coûts de manutention élevés).

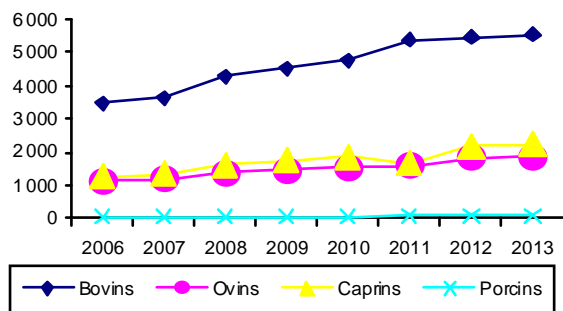
Production animale

En 2013, la production animale devrait augmenter de 1,6% contre 9,6% en 2012, soit un ralentissement de 8 points soutenu par le recul significatif des appuis aux éleveurs.

Par rapport à 2012, les effectifs du cheptel augmenteraient en 2013 de 2,3% pour les caprins (2.250 mille caprins), 1,6% pour les porcins (106 mille porcins), 1,5% pour les ovins

(1.863 ovins) et 1,3% pour les bovins (5.530 bovins).

Graphique 2.1.5 : Production animale (en milliers de têtes).



Source : SNSA

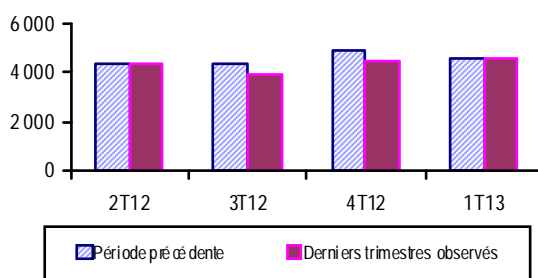
2.1.2. SECTEUR SECONDAIRE

Dans le secteur secondaire (32,7% du PIB), la valeur ajoutée augmenterait de 4,6% en 2013 contre 3,5% en 2012. Cette croissance serait tirée par l'eau et l'électricité (10,0%), les BTP (8,7%), le secteur manufacturier (3,0%) et les mines (1,4%).

Production de bauxite

Au cours du premier trimestre 2013, la production de bauxite a atteint 4.606,79 mille tonnes, soit une hausse de 2,0% par rapport au trimestre précédent, contre une contraction de 6,6% il y a un an. Cette performance trimestrielle résulte en partie de la reprise de la demande sur le marché international.

Graphique 2.1.6 : Production de la bauxite (en 000 t)



Source : MMG/CBG

En glissement annuel, la hausse a été modérée de 1,5% au premier trimestre 2013, contre 14,8% il y a un an, soit un ralentissement de plus de 13 points, dû aux effets de crise sociopolitique que traverse le pays.

Production d'alumine

Quant à la production d'alumine, elle a été nulle durant le premier trimestre 2013, du fait entre autres des difficultés d'ordre financier et structurel que traverse l'entreprise. La poursuite de cette tendance pourrait affecter l'objectif de croissance du PIB en 2013.

Productions d'or et de diamant

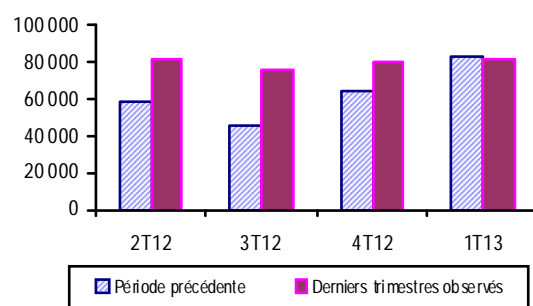
Au premier trimestre 2013, le volume de la production de l'or a été de 149,63 mille onces, soit une augmentation de 8,5% par rapport au trimestre précédent et de 34,3% en glissement annuel. Cette hausse résulte entre autres de la reprise de la production, notamment artisanale.

Quant à la production de diamant au premier trimestre 2013, elle n'a atteint que 41,16 mille carats, soit une chute de 43,7% par rapport au trimestre précédent et de 51,3% en glissement annuel, en raison de l'impact de l'annulation de 818 permis sur 1.072 titres octroyés par les gouvernements précédents le 29 janvier 2013. Cette radiation résulte notamment du non respect des engagements contractuels stipulés dans les conventions.

Productions manufacturières

Dans le secteur manufacturier, les activités de production ont connu une évolution contrastée au premier trimestre 2013.

Graphique 2.1.7 : Production des boissons sucrées (en 000 hl)



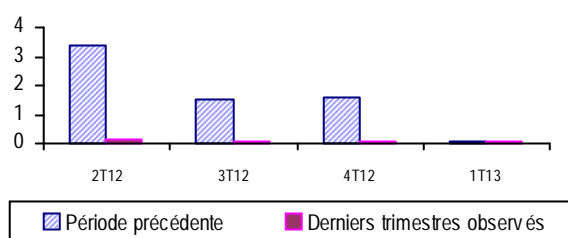
Source : MIPME/BONAGUI & SOBAGUI

En effet, le volume de la production des boissons sucrées a été de 82.225 mille hectolitres, soit une hausse en variation trimestrielle de 3,4%, à cause notamment de l'accroissement de la

demande. En revanche, l'impact de la crise sociopolitique que traverse le pays, explique en partie la baisse de cette production de 0,8% en glissement annuel au premier trimestre 2013.

Quant au volume de la production des boissons alcoolisées, il a atteint 48.074 mille hectolitres au premier trimestre 2013, soit une baisse de 16,5% par rapport au trimestre précédent et de 13,6% en glissement annuel, du fait essentiellement du recul significatif de la demande.

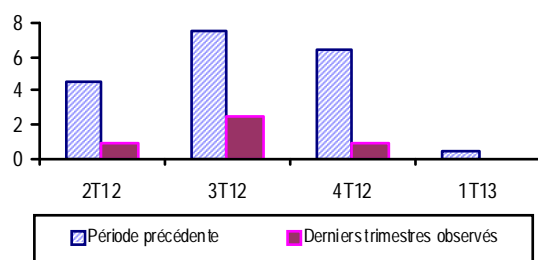
Graphique 2.1.8 : Production de l'huile de palme (en milliers de tonnes)



Source : MIPME/SOGUIPAH

Durant le premier trimestre 2013, le volumes de la production de l'huile de palme a été de 0,09 mille tonnes, soit une hausse de 21,7% par rapport au trimestre précédent et une explosion de 94,9% en glissement annuel. Cette amélioration de l'offre devrait se traduire par une baisse significative du prix du litre d'huile de palme sur le marché domestique.

Graphique 2.1.9 : Production de farine (en milliers de tonnes)



Source : MIPME/GMG

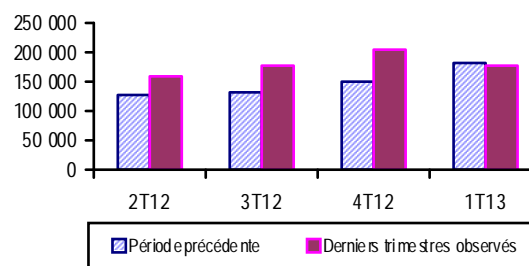
Sous l'effet des difficultés d'ordre financier et structurel que traverse l'entreprise « les Grands moulins de Guinée », la production de farine a été momentanément arrêtée au premier trimestre 2013.

Production d'énergie

Au cours du premier trimestre 2013, les volumes de la production de l'eau potable et de l'électricité

et ont respectivement atteint 15.291.273 mille m³ et 177.622 MWH, soit une baisse de 1,7% et 13,0% par rapport au trimestre précédent.

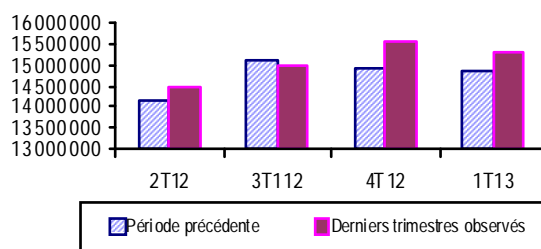
Graphique 2.1.10 : Production d'électricité (en MWH)



Source : MEH/EDG

En variation trimestrielle, ces contre performances dans la production de l'électricité et l'eau potable résultent de l'impact des faiblesses constatées dans la mise en œuvre du programme de redressement des deux sous secteurs.

Graphique 2.1.11 : Production d'eau potable (en milliers de m³)



Source : MEH/SEG

En glissement annuel, cette variation a été contrastée avec une hausse du volume de l'eau potable de 2,8% contre une baisse pour la production de l'électricité de 1,2%.

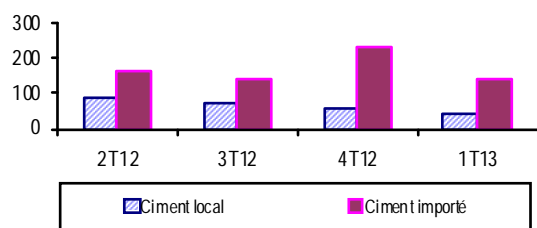
Bâtiments et Travaux publics (BTP)

Au cours du premier trimestre 2013, le volume de la production de peinture a été de 2.193,75 mille tonnes, soit une évolution de la production contrastée avec une baisse 6,1% par rapport au trimestre précédent, contre une hausse de 24,6% en glissement annuel. Cette situation résulte d'une baisse de la demande, malgré les efforts d'une reprise des activités du sous secteur BTP.

Quant au volume de la production de ciment, il a été de 44,00 mille tonnes au premier trimestre 2013, soit une baisse de 23,3% par rapport au trimestre précédent et de 53,6% en glissement

annuel, du fait entre autres de l'accroissement des coûts de production, combinés aux effets d'une concurrence déloyale.

Graphique 2.1.12 : Production de ciment (en milliers de tonnes)



Source : MIPME/Ciments de Guinée

Ainsi, le volume du ciment importé a atteint 143,74 mille tonnes au premier trimestre 2013, soit une évolution contrastée avec une baisse de 38,8% par rapport au trimestre précédent contre une hausse de 38,3% en glissement annuel.

2.1.3. SECTEUR TERTIAIRE

En 2013, la valeur ajoutée du secteur tertiaire (45,3% du PIB) devrait augmenter de 3,0% contre 3,3% en 2012, sous l'effet du commerce et droits à l'importation (6,1%), des transports (4,5%), autres postes (3,5%) et administrations (1,0%).

Commerce

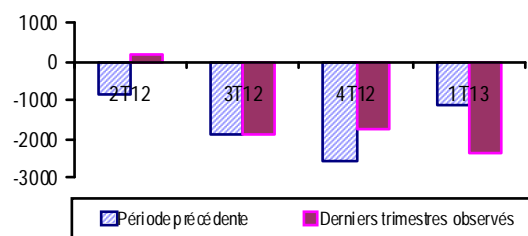
Au cours du premier trimestre 2013, la valeur douane des exportations a atteint 1.922,13 milliards de GNF, soit une baisse de 26,4% par rapport au trimestre précédent et de 45,0% en glissement annuel. Cette contre performance serait due au ralentissement significatif du volume des exportations des produits miniers, avec entre autres de l'arrêt momentané de la production de l'alumine.

Quant aux importations, elles ont atteint 4.266,10 milliards de GNF au premier trimestre 2013, soit une baisse de 2,7% par rapport au trimestre précédent et de 7,5% en glissement annuel. Cette situation résulte en partie de l'impact de la crise sociopolitique que traverse le pays depuis le début de l'année 2013.

Par conséquent, le solde commercial a été de -5,2% du PIB au premier trimestre 2013, contre

-4,5% au trimestre précédent et -2,8% il y a un an, soit une détérioration de 0,7 point en variation trimestrielle et de 2,3 points en glissement annuel.

Graphique 2.1.13 : Evolution du solde commercial (en milliards FG)

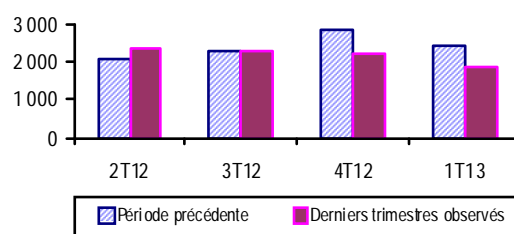


Source : MDB/DND

Transport

Au cours du premier trimestre 2013, l'évolution des indicateurs du sous secteur transport a été irrégulière. En effet, le nombre de passagers aériens a atteint 83.344 personnes, soit une baisse de 15,1% par rapport au trimestre précédent, contre une hausse de 2,1% en glissement annuel.

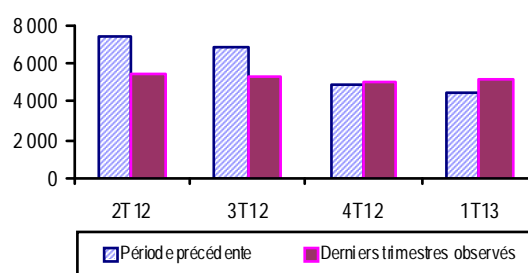
Graphique 2.1.14 : Evolution des mouvements d'aéronefs



Source : MT/SOGEAC

De même, les mouvements d'aéronefs ont atteint 1.898 vols au premier trimestre 2013, soit une baisse de 14,9% par rapport au trimestre précédent et de 22,3% en glissement annuel, confirmant l'impact de la morosité du climat des affaires sur la période.

Graphique 2.1.15 : Evolution des véhicules immatriculés



Source : MT/BRTTC

En outre, le nombre de véhicules immatriculés à Conakry a été de 5.219 au premier trimestre 2013, soit une hausse de 4,4% par rapport au trimestre précédent et de 15,5% en glissement annuel, du fait en partie de l'accroissement de la demande.

2.2 FINANCES PUBLIQUES ET MONNAIE

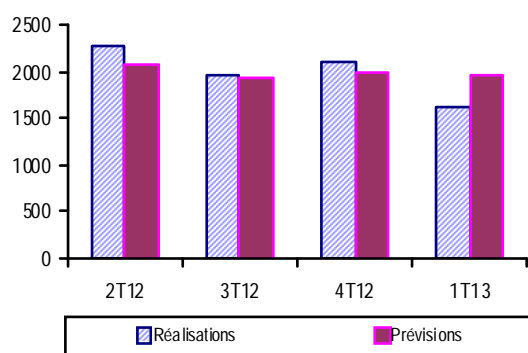
Au cours du premier trimestre 2013, l'exécution du budget de l'Etat a enregistré des progrès satisfaisants liés notamment à la poursuite de la gestion rigoureuse des finances publiques, aux réformes structurelles ainsi qu'à la stabilisation du taux de change et la réduction de l'inflation.

2.2.1 Recettes et dons

Au premier trimestre 2013, la mobilisation des recettes intérieures, plus importante que prévu, a été atténuée par un niveau élevé des manques à gagner sur les dons et emprunts, du fait notamment des effets de la crise sociopolitique qui perdure.

En effet, le total des recettes et dons a atteint 1.822,85 milliards de GNF (4,01% du PIB) au premier trimestre 2013, soit une baisse de 37,7% par rapport au trimestre précédent, dont 75,4% pour les dons et emprunts (205,42 milliards), 23,7% pour les recettes non fiscales (58,93 milliards) et 22,6% pour les recettes fiscales (1.558,50 milliards). Ceci confirme l'impact de la crise sociopolitique que traverse le pays.

Graphique 2.2.1 : Evolution des recettes hors dons (en milliards GNF)



Source : MDB/DNB

En glissement annuel, ces recettes et dons ont augmenté de 2,1% grâce à une hausse des dons et emprunts de 66,8% et des recettes non

fiscales de 66,4%, atténuée par une contraction des recettes fiscales de 4,2%. Cette performance résulte notamment de l'impact de l'atteinte de l'initiative PPTE. En revanche, la baisse des recettes fiscales, confirme entre autres l'impact des effets de la crise sociopolitique.

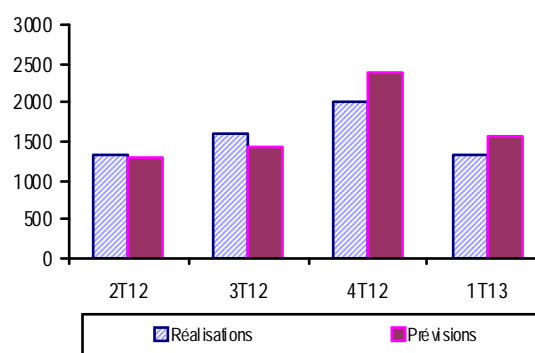
Sur la base des prévisions, les recettes totales et dons ont connu une moins-value de 714,81 milliards (1,57% du PIB) au premier trimestre 2013, dont 360,27 milliards pour les dons et emprunts, 349,62 milliards pour les recettes fiscales et 4,92 milliards pour les recettes non fiscales. La poursuite de ces tendances pourrait impacter l'objectif de la croissance du PIB réel en 2013.

2.2.2 Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires ont été plus moins élevées que prévu au premier trimestre 2013, à cause notamment d'une relance timide des investissements d'intérêt public.

En effet, les dépenses totales ont été exécutées à hauteur de 1.628,83 milliards de GNF (3,58% du PIB) au premier trimestre 2013, soit une baisse de 54,2% par rapport au trimestre précédent, avec une contraction de 33,0% pour les dépenses courantes (1.341,64 milliards) et de 81,5% pour les dépenses en capital (287,19 milliards) dont 67,4% pour les dépenses d'investissement financées par les ressources propres (260,25 milliards).

Graphique 2.2.2 : Evolution des dépenses courantes (en milliards GNF)



Source : MDB/DNB

En glissement annuel, ces dépenses totales ont également baissé de 34,7%, imputable à la forte contraction de 77,7% des dépenses en capital

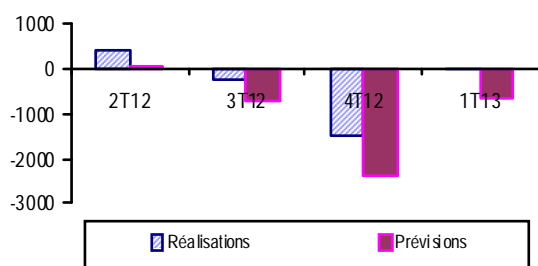
dont 75,9% sur les ressources propres, contenue par une expansion des dépenses courantes de 10,9% sur la période.

Par rapport aux prévisions, les dépenses totales ont enregistré une contraction de 1.020,10 milliards de GNF (2,24% du PIB), avec 224,64 milliards pour les dépenses courantes et 795,46 milliards pour les dépenses en capital dont 220,51 milliards pour les dépenses d'investissement financées sur les ressources propres. La poursuite des tendances d'une forte contraction des dépenses d'investissement pourrait affecter l'objectif de croissance du PIB réel de 4,5% prévu en 2013.

2.2.3 Solde et son financement

La forte économie apparente sur les dépenses d'investissement a permis de dégager un solde budgétaire hors dons moins élevé que prévu, soit -0,03% du PIB contre un objectif de -1,49% au premier trimestre 2013. Cette situation s'est traduite par un solde primaire plus important que prévu, soit un excédentaire de 0,3% du PIB contre un objectif de -0,5% prévu au premier trimestre 2013.

Graphique 2.2.3 : Evolution du solde budgétaire hors dons (mrds GNF)



Source : MDB/DNB

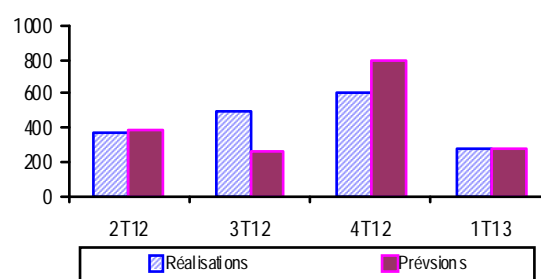
Au premier trimestre 2013, le solde base caisse de 73,58 milliards de GNF a été financé à hauteur de -186,50 milliards sur le financement extérieur net contre 112,92 milliards sur le financement intérieur net.

2.2.4 Dette publique

Les règlements du service de la dette publique extérieure ont atteint 279,90 milliards de GNF (14,6% des recettes d'exportation) au premier trimestre 2013, soit une contraction de 54,0% par

rapport au trimestre précédent et de 13,1% en glissement annuel.

Graphique 2.2.4 : Service de la dette extérieure (en milliards GNF)



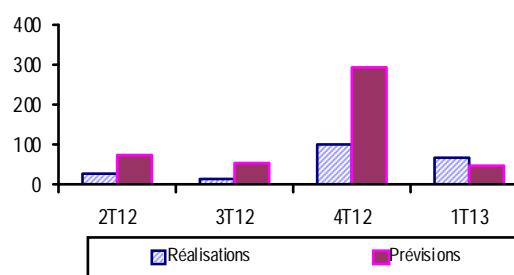
Source : MDB/DNB

Sur la base des prévisions, ces règlements ont connu une contraction de 5,88 milliards, avec une compression des intérêts de 5,92 milliards, contenue par une expansion du capital de 0,04 milliard.

Quant aux règlements du service de la dette publique intérieure, ils se sont chiffrés à 68,07 milliards de GNF (4,4% des recettes fiscales) au premier trimestre 2013, soit une baisse de 34,1% par rapport au trimestre précédent. Cette chute pourrait affecter la trésorerie des fournisseurs locaux.

Par contre en glissement annuel, ces règlements du service de la dette publique intérieure ont augmenté de 3,2%, du fait notamment d'une hausse significative du taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois mois de 8,1% à 16,0%.

Graphique 2.2.5 : Service de la dette intérieure (en milliards GNF)



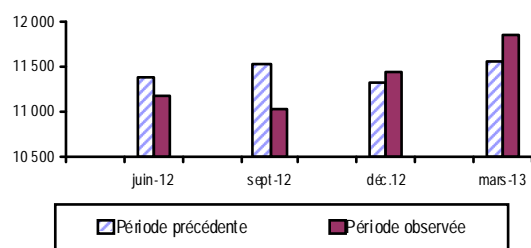
Source : MDB/DNB

Sur la base des prévisions, les règlements du service de la dette publique intérieure ont connu une expansion de 23,40 milliards de GNF, avec une explosion des intérêts de 68,07 milliards, contenue par une contraction du capital de 44,67 milliards ; situation préoccupante.

2.2.5 Situation monétaire

Au mois de mars 2013, la masse monétaire a été de 11.865,18 milliards de GNF (26,1% du PIB) contre 11.438,50 milliards (28,9% du PIB) en décembre 2012, soit une hausse de 3,7% dont 4,9% pour les avoirs intérieurs nets (7.315,22 milliards) et 1,9% pour les avoirs extérieurs nets (4.465,59 milliards).

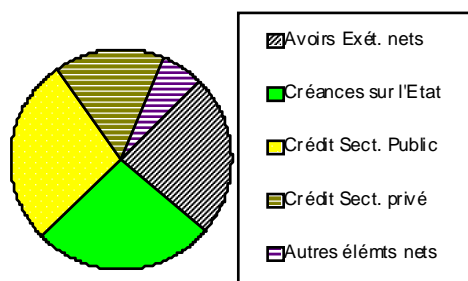
Graphique 2.2.6 : Evolution de la masse monétaire (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES

Sur la période, le ralentissement de la masse monétaire de 2,8 points en pourcentage, résulte notamment de l'absence des recettes minières exceptionnelles.

Graphique 2.2.7: Contreparties de la Masse



Source : BCRG/DGES

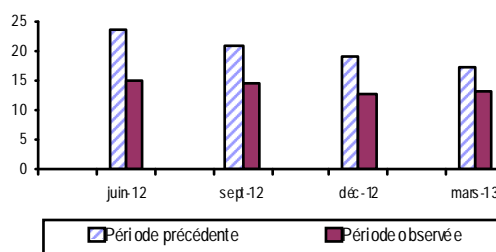
En mars 2013, le crédit au gouvernement a été de 5.188,05 milliards de GNF (11,4% du PIB), soit une hausse de 3,2% par rapport à décembre 2012. En revanche, celui de l'économie a baissé de 0,4% pour se situer 3.055,15 milliards (6,7% du PIB). La poursuite de ces tendances pourrait affecter l'évolution des activités économiques.

2.2.6 Inflation

En mars 2013, le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 13,0% contre 12,8% en décembre 2012, soit une légère hausse de 0,2 point, imputable à celle de 4,5 points pour

"loisirs, spectacles et culture" (12,3%), 3,1 points pour "hôtels, cafés, restaurants" (24,0%) et 0,4 point pour "produits alimentaires" (13,7%), notamment les oléagineux et le poisson.

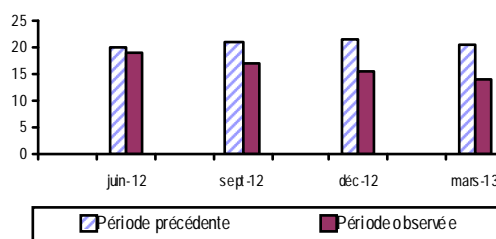
Graphique 2.2.8 : IHPC – Evolution de l'inflation en glissement annuel



Source : MP/INS

En moyenne annuelle, l'augmentation du niveau général des prix a atteint 14,0% en mars 2013 contre 15,2% en décembre 2012, soit une baisse de 1,2 point, impulsée en partie par la stabilité relative des prix des produits pétroliers à la pompe, combinée à celle des prix des produits de première nécessité, notamment les céréales.

Graphique 2.2.9: IHPC – Inflation en moyenne annuelle en fin de période

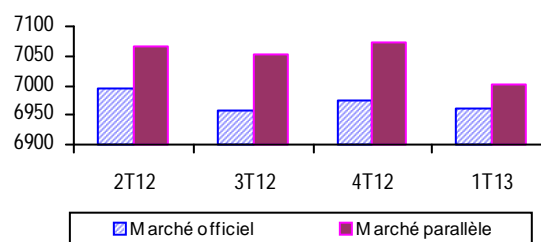


Source : MP/INS

2.2.7 Taux de change du franc guinéen

Globalement, le taux de change des principales devises de facturation est resté relativement stable et la prime du marché a presque disparue.

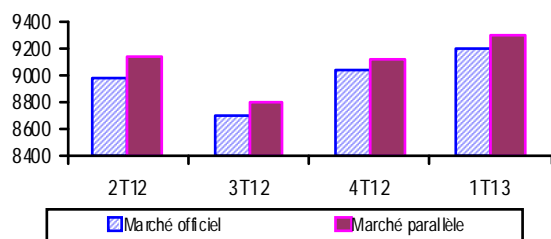
Graphique 2.2.11 : Evolution du taux de change (1 USD = n GNF)



En moyenne, le dollar américain a été négocié à hauteur de 6.960 GNF sur le marché officiel contre 7.001 GNF sur le marché parallèle au

premier trimestre 2013, soit respectivement une baisse de 0,2% et 1,0% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, cette baisse a été de 0,8% et 1,7% respectivement.

Graphique 2.2.12 : Evolution du taux de change (1 € = n GNF)



Quant à l'euro, il a atteint un niveau moyen de 9.191 GNF au marché officiel et 9.292 GNF au marché parallèle au premier trimestre 2013, soit respectivement une hausse de 1,6% et 2,0% par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, cette variation a été contrastée, avec une stabilité relative sur le marché officiel et une légère baisse de 0,1% sur le marché parallèle.

Au premier trimestre 2013, la prime du marché a été de 0,6% pour le dollar américain et 1,1% pour l'euro, soit respectivement un ralentissement de 0,8 point contre une légère accélération de 0,4 point par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, la prime du marché s'est stabilisée pour l'euro et ralenti de 0,9 point pour le dollar américain. Cette performance provient entre autres d'une relance du marché interbancaire des changes (MIC), d'une allocation aux Banques pour le compte de leur clientèle d'un montant total de 111 millions USD et d'une directive (N°025/DGEEM/RCH/11 du 29 avril 2011), relative à la nouvelle réglementation de l'activité de change manuel.

2.2.8 Indicateurs de performance budgétaire

Les indicateurs de performance portent sur la comparaison des réalisations aux prévisions budgétaires au premier trimestre 2013, à savoir :

1. la mobilisation des recettes du secteur non minier a enregistré une moins-value de 354,54

milliards de GNF, à cause de l'impact d'une crise sociopolitique que traverse le pays ;

2. l'exécution des dépenses courantes hors paiements d'intérêts a connu une contraction de 286,79 milliards de GNF, imputable notamment au contrôle conjugué à la faible mobilisation des recettes fiscales ;

3. le solde primaire a été plus important que prévu, soit un dépassement de 362,97 milliards de GNF contre un objectif de -230,78 milliards ;

4. par rapport aux critères de mars 2013, la base monétaire a connu un dépassement de 13,32 milliards de GNF ;

5. les avoirs intérieurs nets de la Banque Centrale ont enregistré une contraction de 981,05 milliards de GNF.

Par ailleurs, dans le cadre de la surveillance multilatérale de la deuxième Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), trois des quatre critères de premier rang ont été remplis, à savoir : 1) les réserves de change (3,3 mois d'importation) ; 2) le financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (1,6% des recettes fiscales 2012) ; et 3) le déficit budgétaire hors dons (0,03% du PIB).

En revanche, le taux d'inflation en glissement n'a pas été satisfaisant, soit 13,0% contre un objectif de 5%.

En outre, trois sur six critères de second rang, ont également été remplis, il s'agit de : a) la masse salariale de 25,6% des recettes fiscales ; b) la fluctuation du taux de change de -1,3% ; et c) taux d'intérêt réel de 3,0%.

Par contre, les trois autres n'ont pas été satisfaisants, à savoir : i) le cumul des arriérés intérieurs qui devrait être nul n'est pas défini ; ii) le faible niveau des recettes fiscales (3,4% du PIB) ; et iii) l'insuffisance des dépenses d'investissement financées sur les ressources propres (16,7% des recettes fiscales).

2.3 PERSPECTIVES BUDGETAIRES POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE 2013

Au plan budgétaire, les perspectives pour le deuxième trimestre 2013 pourraient être moins favorables, en raison d'une persistance de la crise sociopolitique que traverse le pays.

2.3.1 Recettes et dons

Au deuxième trimestre 2013, les recettes totales et dons devraient atteindre 2.027,24 milliards de GNF : 1.203,14 milliards pour les recettes fiscales, 769,34 milliards pour les dons et 54,76 milliards pour le compte des recettes non fiscales.

2.3.2 Dépenses totales

Le niveau d'exécution des dépenses totales serait de 3.037,63 milliards de GNF : 1.440,07 milliards pour les dépenses courantes, 1.597,56 milliards pour les dépenses en capital dont 762,29 milliards sur les ressources propres et 144,08 milliards pour le poste « autres ».

2.3.3 Solde

Le solde global base caisse atteignant -909,09 milliards de GNF, serait financé à hauteur de -35,76 milliards en financement extérieur net et de 944,85 milliards en financement intérieur net.

Pour y parvenir, il est nécessaire de poursuivre les efforts de mobilisation des recettes courantes et de maîtriser l'exécution des dépenses suivant l'approche base caisse.

2.4 MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE

On recommande principalement de :

- i) poursuivre les efforts de la contractualisation des principales régies de recettes ;
- ii) maintenir le contrôle des importations de marchandises par le bureau Veritas ;
- iii) assurer l'interdiction de toutes les exonérations ad hoc et renforcer le contrôle des exonérations conventionnelles ;
- iv) mobiliser les avoirs extérieurs nets à un niveau convenable, hors concours extérieurs ;
- v) traiter la totalité des dépenses publiques par le biais du système informatisé de la chaîne des dépenses, sauf dans des cas exceptionnels, exiger la régularisation des dépenses d'urgence payées par régies d'avance dans les délais prévus. Les montants non régularisés dans les délais impartis ne devront en aucun cas être supérieurs à 3% des dépenses totales du mois courant ;
- vi) poursuivre le respect scrupuleux du principe de l'unicité des comptes du Trésor, avec la fermeture des comptes spéciaux et le transfert des soldes créditeurs sur les comptes principaux du Trésor ;
- vii) poursuivre l'exécution du budget sur la base caisse assortie de plans de trésorerie mensuels.

ANNEXES

I ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Tableau 1.1 : Taux de change de l'euro

Trimestre/Année	€ / USD	€ / YPY	€ / £
2011			
3T11	1,413	109,81	0,878
Moy. 1T11 – 3T11	1,406	113,29	0,872
4T11	1,348	104,21	0,857
Moy. 2ème semestre	1,380	107,01	0,867
Moy. annuelle 2011	1,392	111,02	0,869
2012			
1T12	1,311	103,989	0,835
2T12	1,283	102,744	0,810
Moy. 1er semestre	1,297	103,367	0,822
3T12	1,251	98,379	0,792
Moy. 1T12 – 3T12	1,282	101,704	0,812
4T12	1,297	105,371	0,808
Moy. 2ème semestre	1,274	101,875	0,800
Moy. annuelle 2012	1,286	102,621	0,811
2013			
1T13	1,320	121,910	0,852

Tableau 1.2 : Coûts des matières premières

Trimestre/Année	Alu (\$/t)	Or (\$/once)	Café (\$/t)	Pétrole (\$/brl)
2011				
3T11	2 403,88	1 703,09	3 805,35	113,32
Moy. 1T11 – 3T11	2 505,36	1 530,79	3 946,87	111,84
4T11	2 028,06	1 684,63	3 495,03	109,34
Moy. 2ème semestre	2 215,97	1 693,86	3 650,19	111,33
Moy. annuelle 2011	2 386,04	1 569,25	3 833,91	111,22
2012				
1T12	2 156,96	1 690,39	3 545,17	118,52
2T12	1 606,92	1 610,26	3 272,83	108,36
Moy. 1er semestre	1 881,94	1 650,33	3 409,00	113,44
3T12	1 828,21	1 654,13	3 255,29	109,65
Moy. 1T12 – 3T12	1 864,03	1 651,59	3 357,76	112,18
4T12	1 997,17	1 720,32	3 190,88	110,10
Moy. 2ème semestre	1 912,69	1 687,23	3 223,08	109,88
Moy. annuelle 2012	1 897,32	1 668,78	3 316,04	111,66
2013				
1T13	2 000,22	1 630,83	3 423,07	112,53

Sources: BCRG, Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

II AU PLAN NATIONAL

2.1 SECTEUR RÉEL

Tableau 2.1.1 : Evolution de la production agricole (en milliers de tonnes)

Produits	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013 ^e	2013/2014 ^p
Riz paddy	1 340	1 402	1 456	1 499	1 614	1 793	1 919	2 053
Maïs	547	595	523	565	584	611	641	672
Fonio	231	243	324	345	384	409	429	451
Manioc	1 069	1 122	1 052	1 051	1 062	1 113	1 165	1 219
Arachide	294	315	224	300	332	353	358	363
Café	12	28	27	66	71	72	75	78
Cacao	13	13	15	22	26	27	28	29
Coton	1	1	0	0	0	1/2	1	1

Source : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), (e) = estimation et (p) = projection

Tableau 2.1.2 : Evolution de la production animale (en milliers de têtes)

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(e)	2013 ^(p)
Bovins	3 859	4 070	4 293	4 528	4 776	5 390	5 459	5 530
Ovins	1 203	1 284	1 370	1 461	1 559	1 603	1 838	1 865
Caprins	1 434	1 530	1 632	1 742	1 859	1 680	2 199	2 250
Porcin	65	67	71	75	78	85	105	106

Source : Direction Nationale de l'Elevage, Service des statistiques, (e) = estimation et (p) = projection

Tableau 2.1.3 : Evolution de la production minière et de poisson de la pêche industrielle

Trimestre/Année	Poisson en 000 t	Bauxite (en milliers de tonnes)			Alumine 000 t	Or 000 z	Diamant 000 c
		CBG	CBK	TOTAL			
2011							
Cumul annuel 2011	26,84	14 591,23	3 001,89	17 593,12	586,10	507,30	235,41
2012							
1T12	4,60	3 657,01	883,23	4 540,24	86,68	111,43	84,59
2T12	3,70	3 490,96	861,75	4 352,71	80,31	137,86	93,34
Cumul du 1^{er} semestre	8,30	7 147,96	1 744,99	8 892,95	166,99	249,29	177,93
3T12	2,30	3 312,83	776,04	3 988,87	0,03	132,16	27,75
Cumul 1T12 – 3T12	10,60	10 360,79	2 521,02	12 881,82	167,02	381,45	205,68
4T12	3,63	3 639,21	878,94	4 518,14	0,00	137,90	73,10
Cumul du 2^{ème} semestre	5,94	6 852,04	1 654,98	8 507,01	0,03	270,06	100,85
Cumul annuel 2012	14,24	14 000,00	3 399,96	17 399,96	167,03	519,35	278,79
2013							
1T13	3,29	3 727,91	878,88	4 606,79	0,00	149,63	41,16

Sources : Ministère de la pêche et de l'Aquaculture, MMG/DGEP et BCRG

Tableau 2.1.4 : Evolution de la production alimentaire

Trimestre/Année	Bière 000 hl	Boisson sucrée (en milliers d'hectolitres)			Farine 000 t	Huile de palme 000 t
		SOBRAGUI	BONAGUI	TOTAL		
2011						
Cumul annuel 2011	216 910	65 925	160 247	226 172	23,63	9,49
2012						
1T12	55 650	26 253	47 226	73 479	0,40	0,04
2T12	54 037	30 485	51 645	82 130	0,97	0,15
Cumul du 1^{er} semestre	109 687	56 738	98 871	155 609	1,37	0,19
3T12	22 935	36 190	39 468	75 658	2,56	0,05
Cumul 1T12 – 3T12	132 622	92 928	138 339	231 267	3,93	0,24
4T12	57 542	32 340	47 208	79 548	0,93	0,07
Cumul du 2^{ème} semestre	80 477	68 530	86 676	155 206	3,49	0,12
Cumul annuel 2012	190 164	125 268	185 547	310 815	4,86	0,32
2013						
1T13	48 074	22 768	45 661	68 429	0,00	0,09

Sources : GMG, BONAGUI, SOBRAGUI et SOGUIPAH

Tableau 2.1.5 : Evolution de la production énergétique

Trimestre/Année	Electricité MWH	Gaz (en 000 m³)				Eau 000 m³
		oxygène	Acétylène	Azote	TOTAL	
2011						
Cumul annuel 2011	535 282	57,33	13,84	1,18	72,35	58 813 507
2012						
1T12	179 871	14,74	3,55	0,31	18,60	14 873 244
2T12	157 691	14,71	3,53	0,32	18,55	14 487 434
Cumul du 1^{er} semestre	337 562	29,45	7,08	0,63	37,15	29 360 678
3T12	179 061	7,58	2,74	0,23	10,55	14 970 499
Cumul 1T12 – 3T12	516 623	37,03	9,82	0,85	47,70	44 331 177
4T12	204 130	11,24	3,07	0,17	14,47	15 558 182
Cumul du 2^{ème} semestre	383 191	18,82	5,81	0,40	25,02	30 528 681
Cumul annuel 2012	720 752	48,27	12,88	1,02	62,17	59 889 359
2012						
1T12	177 622	10,65	2,65	1,18	14,48	15 291 273

Sources : EDG, SEG et SOGEDI

Tableau 2.1.6 : Evolution de la production de ciment et de peinture

Trimestre/Année	Ciment	Peinture de TOPAZ (en milliers de tonnes)		
	000 t	"FOM"	"HUILE"	TOTAL
2011				
Cumul annuel 2011	364,84	6 526,32	825,94	7 352,26
2012				
1T12	94,87	1 800,54	173,62	1 759,97
2T12	89,79	1 794,59	199,38	1 993,97
Cumul du 1^{er} semestre	184,66	3 380,94	373,00	3 753,94
3T12	69,93	1 550,00	192,36	1 742,37
Cumul 1T12 – 3T12	254,59	4 930,95	565,36	5 496,31
4T12	57,34	2 130,55	205,94	2 336,49
Cumul du 2^{ème} semestre	127,26	3 680,55	398,30	4 078,85
Cumul annuel 2012	311,92	7 061,49	771,30	7 832,79
2013				
1T13	44,00	2 023,58	170,17	2 193,75

Sources : TOPAZ, Ciments de Guinée

Tableau 2.1.7 : Evolution de la balance commerciale estimée par la Douane (en milliards GNF)

Trimestre/Année	Exportations	Importations	Solde	Taux de Couverture
2011				
Cumul annuel 2011	9 017,09	14 805,80	-5 788,71	60,9%
2012				
1T12	3 496,34	4 612,09	-1 115,75	75,8%
2T12	4 465,59	4 298,66	166,72	103,9%
Cumul du 1^{er} semestre	7 961,92	8 910,75	-948,83	89,4%
3T12	2 231,14	4 071,64	-1 840,50	54,8%
Cumul 1T12 – 3T12	10 193,06	12 982,39	-2 789,33	78,5%
4T12	2 610,58	4 383,42	-1 772,84	59,6%
Cumul du 2^{ème} semestre	4 841,72	8 455,07	-3 613,35	57,3%
Cumul annuel 2012	12 803,64	17 365,81	-4 562,17	73,7%
2013				
1T13	1 922,13	4 266,10	-2 343,97	45,1%

Sources : Eurotrace / INS, Sydonia + + / DGD

Tableau 2.1.8 : Evolution des activités portuaires et aéroportuaires

Trimestre/Année	Mouvements Aéronefs	Nombre Passagers	Débarquement (000 t)		Véhicule immatriculé
			Ciment	Riz	
2011					
Cumul annuel 2011	8 983	324 931	521,84	435,23	26 549
2012					
1T12	2 444	81 664	103,96	63,35	4 521
2T12	2 398	85 452	164,99	119,59	5 393
Cumul du 1^{er} semestre	4 842	167 116	268,95	182,94	9 914
3T12	2 324	94 797	139,13	170,42	5 352
Cumul 1T12 – 3T12	7 166	261 913	408,08	353,36	15 265
4T12	2 230	98 120	234,84	186,41	4 999
Cumul du 2^{ème} semestre	4 554	192 917	373,97	356,84	10 351
Cumul annuel 2012	9 396	360 033	642,92	539,78	20 264
2013					
1T13	1 898	83 344	143,74	72,05	5 219

Sources : SOGEAC, PAC et CADAC

2.2. FINANCES PUBLIQUES**Tableau 2.2.1 : Evolution des Opérations Financières de l'Etat (en milliards GNF)**

T O F E	1T12		2T12		1er Semestre 2012		3T12		4T12		2ème Semestre 2012		Cumul 2012		1T13	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
RECETTES ET DONCS	2 019,95	1 785,88	2 349,44	2 536,99	4 369,39	4 322,87	2 505,99	2 411,49	3 089,23	2 924,76	5 595,22	5 336,25	9 964,61	9 659,12	2 537,66	1 822,85
<i>Recettes courantes</i>	1 782,83	1 662,76	2 062,38	2 262,21	3 845,21	3 924,97	1 918,72	1 960,55	1 995,93	2 090,02	3 914,65	4 050,57	7 759,86	7 975,54	1 971,97	1 617,43
Secteur minier	320,06	312,18	471,91	434,98	791,97	747,16	368,02	350,75	544,55	509,20	912,57	859,95	1 704,54	1 607,11	295,57	236,61
Secteur non minier	1 462,77	1 350,58	1 590,47	1 827,23	3 053,24	3 177,81	1 550,70	1 609,80	1 451,38	1 580,82	3 002,08	3 190,62	6 055,32	6 368,43	1 676,40	1 380,82
Contributions directes	383,28	277,90	450,83	656,20	834,11	934,10	358,40	363,78	302,43	478,28	660,83	842,06	1 494,94	1 776,16	316,44	232,51
Biens et Services	707,30	672,04	665,40	700,66	1 372,70	1 372,70	764,40	686,46	783,37	706,20	1 547,77	1 392,66	2 920,47	2 765,36	839,06	653,79
dont TSP	68,95	40,78	15,18	43,35	84,13	84,13	0,63	39,58	0,68	37,63	1,31	77,21	85,44	161,34	57,31	38,44
Commerce International	314,34	365,23	353,38	327,08	667,72	692,31	349,72	440,49	350,06	319,09	699,78	759,58	1 367,50	1 451,89	457,05	435,59
Recettes non fiscales	57,85	35,41	120,86	143,29	178,71	178,70	78,18	119,07	15,52	77,25	93,70	196,32	272,41	375,02	63,85	58,93
<i>Dons et Emprunts</i>	237,12	123,12	287,06	274,78	524,18	397,90	587,27	450,94	1 093,30	834,74	1 680,57	1 285,68	2 204,75	1 683,58	565,69	205,42
Dons affectés	143,31	123,12	228,88	149,06	372,19	272,18	416,64	170,00	398,19	234,88	814,83	404,88	1 187,02	677,06	160,13	9,25
Dons non affectés	11,03	0,00	-9,83	0,00	1,20	0,00	44,31	209,82	285,18	138,48	329,49	348,30	330,69	348,30	102,77	0,00
Allègement CdP PPTE	71,25	0,00	79,54	125,72	150,79	125,72	126,32	47,79	381,11	326,60	507,43	374,39	658,22	500,11	169,39	89,06
Subventions Fonds fiduciaire PPTE	11,53	0,00	-11,53	0,00	0,00	0,00	0,00	23,33	28,82	134,78	28,82	158,11	28,82	158,11	133,40	107,11
DEPENSES TOTALES	2 439,84	2 495,38	1 984,25	1 877,51	4 424,09	4 372,89	2 623,59	2 214,55	4 394,65	3 558,61	7 018,24	5 773,16	11 442,33	10 146,05	2 648,93	1 628,83
<i>Dépenses courantes</i>	1 215,97	1 209,49	1 305,10	1 309,81	2 521,07	2 519,30	1 413,70	1 590,01	2 400,23	2 002,70	3 813,93	3 592,71	6 335,00	6 112,01	1 566,28	1 341,64
Traitements et Salaires	488,45	420,37	416,38	484,46	904,83	904,83	460,48	425,44	466,19	426,62	926,67	852,06	1 831,50	1 756,89	430,75	399,00
dont PPTE	1,12	0,72	1,40	0,92	2,52	1,64	1,31	0,00	-0,21	0,00	1,10	0,00	3,62	1,64	0,91	1,54
Autres biens et services	303,17	375,38	548,93	475,69	852,10	851,07	541,60	525,36	973,41	996,52	1 515,01	1 521,88	2 367,11	2 372,95	645,88	455,16
dont PPTE	1,91	0,00	1,69	0,00	3,60	0,00	1,16	3,61	3,29	0,00	4,45	3,61	8,05	3,61	0,00	0,00
Subventions et transferts	305,89	286,95	228,15	246,78	534,04	533,73	321,92	571,08	669,84	399,89	991,76	970,97	1 525,80	1 504,70	431,28	366,96
dont PPTE yc zones sinistrées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,24	0,00	5,24	0,00	5,24	0,00	0,00	0,00
<i>Intérêts dus</i>	118,46	126,79	111,64	102,88	230,10	229,67	89,70	68,13	290,79	179,67	380,49	247,80	610,59	477,47	58,37	120,52
Intérêts dette extérieure	61,47	60,81	76,33	76,56	137,80	137,37	49,99	57,52	85,44	76,60	135,43	134,12	273,23	271,49	58,37	52,45
Intérêts dette intérieure	56,99	65,98	35,31	26,32	92,30	92,30	39,71	10,61	205,35	103,07	245,06	113,68	337,36	205,98	0,00	68,07
<i>Dépenses en capital</i>	1 223,87	1 285,89	679,15	567,70	1 903,02	1 853,59	1 209,89	624,54	1 994,42	1 555,91	3 204,31	2 180,45	5 107,33	4 034,04	1 082,65	287,19
Financement externe FINEX	216,94	203,90	216,94	190,49	433,88	394,39	669,18	205,05	836,26	513,34	1 505,44	718,39	1 939,32	1 112,78	387,81	23,07
Financement interne Investissement	1 000,00	1 081,99	452,26	370,27	1 452,26	1 452,26	441,05	406,41	990,18	798,14	1 431,23	1 204,55	2 883,49	2 656,81	480,76	260,25
dont PPTE	0,00	0,00	0,50	0,00	0,50	0,00	35,10	0,00	9,68	33,53	44,78	33,53	45,28	33,53	0,00	0,00
Finan.interne subvention en capital	4,12	0,00	4,12	6,94	8,24	6,94	1,19	3,47	7,44	3,46	8,63	6,93	16,87	13,87	4,08	3,87
Prêts nets de remboursements	2,81	0,00	5,82	0,00	8,63	0,00	98,46	9,61	144,46	240,97	242,92	250,58	251,55	250,58	210,00	0,00
Restructuration entreprises	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	16,08	0,00	16,09	0,00	16,10	0,00	0,00	0,00
Solde base engagements (dons compris)	-419,89	-709,50	365,19	659,48	-54,70	-50,02	-117,60	196,94	-1 305,42	-633,85	-1 423,02	-436,91	-1 477,72	-486,93	-111,27	194,02
<i>Solde base engagements (dons exclus)</i>	-657,01	-832,62	78,13	384,70	-578,88	-447,92	-704,87	-254,00	-2 398,72	-1 468,59	-3 103,59	-1 722,59	-3 682,47	-2 170,51	-676,96	-11,40
Arriérés de paiements	0,00	-4,21	0,00	-3,86	0,00	-8,07	0,71	9,11	-0,71	-17,42	0,00	-8,31	0,00	-16,38	0,00	5,37
Intérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Extérieurs	0,00	-4,21	0,00	-3,86	0,00	-8,07	0,71	9,11	-0,71	-17,42	0,00	-8,31	0,00	-16,38	0,00	5,37
<i>Solde base caisse</i>	42,26	-582,24	294,78	87,45	337,04	-494,79	-979,73	259,24	745,98	-563,33	-233,75	-304,09	103,29	-798,88	235,91	73,58
FINANCEMENT	-42,26	582,24	-294,78	-87,45	-337,04	494,79	979,73	-259,24	-745,98	563,31	233,75	304,07	-103,29	798,86	-235,91	-73,58
Financement extérieur net	-5,35	-149,29	-104,85	331,33	-110,20	182,04	449,28	-422,21	-267,56	-400,58	181,72	-822,79	71,52	-640,75	27,18	-186,50
Amortissement dette extérieure	-230,66	-261,25	-311,04	-289,71	-541,70	-550,96	-214,96	-446,08	-710,35	-531,44	-975,31	-977,52	-1 467,01	-1 528,48	-227,41	-227,45
Financement intérieur net	-36,91	731,53	-189,93	-418,78	-226,84	312,75	530,45	162,97	-478,42	963,89	52,03	1 126,86	-174,81	1 439,61	-263,09	112,92
Amort dette intérieure	-37,79	0,00	-36,69	-3,00	-74,48	-3,00	-16,36	-0,21	-87,84	-0,15	-104,20	-0,36	-178,68	-3,36	-44,67	0,00
Solde primaire	-321,61	-501,93	406,71	678,07	85,10	176,14	54,01	19,18	-1 271,67	-775,58	-1 217,66	-756,40	-1 132,56	-580,26	-230,78	132,19

Source : MDB / DNB (TOFE)

Tableau 2.2.2 : Evolution du service de la dette publique (en milliards de francs guinéens)

Service de la dette publique	1T12		2T12		1er Semestre 2012		3T12		4T12		2ème Semestre 2012		Cumul 2012		1T13	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
1. Dette publique extérieure	292,13	322,06	387,37	366,27	679,50	688,33	264,95	503,60	795,79	608,04	1 060,74	1 111,64	1 740,24	1 799,97	285,78	279,90
<i>Principale</i>	230,66	261,25	311,04	289,71	541,70	550,96	214,96	446,08	710,35	531,44	925,31	977,52	1 467,01	1 528,48	227,41	227,45
Intérêts	61,47	60,81	76,33	76,56	137,80	137,37	49,99	57,52	85,44	76,60	135,43	134,12	273,23	271,49	58,37	52,45
2. Dette publique intérieure	94,78	65,98	72,00	29,32	166,78	95,30	56,07	10,82	293,19	103,22	349,26	114,04	516,04	209,34	44,67	68,07
<i>Principale</i>	37,79	0,00	36,69	3,00	74,48	3,00	16,36	0,21	87,84	0,15	104,20	0,36	178,68	3,36	44,67	0,00
Intérêts	56,99	65,98	35,31	26,32	92,30	92,30	39,71	10,61	205,35	103,07	245,06	113,68	337,36	205,98	0,00	68,07

Source : MDB, MEF/DNTCP, DNB (Tableau de Bord des Finances Publiques, TOFE)

2.3 MONNAIE ET CREDIT

Agréats	Décembre 2012	Mars 2013	Variat.mars. 2013/décembre 2012	
			mds GNF	%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	4 465,59	4 549,97	84,38	1,9%
- Banque Centrale	2 866,99	2 773,37	-93,62	-3,3%
Or	95,97	90,83	-5,14	-5,4%
FMI	-1 510,77	-1 432,20		-5,2%
Avoirs en DTS	840,57	804,49		-4,3%
Avoirs en devises (net)	3 441,22	3 310,25		-3,8%
- Banques de Dépôts	1 598,60	1 776,60		11,1%
AVOIRS INTERIEURS NETS	6 972,91	7 315,22		4,9%
Avoirs intérieurs nets, BCRG	3 512,94	3 663,95		4,3%
Crédit intérieur net	8 164,10	8 402,76		2,9%
- Créances sur le secteur public	5 095,37	5 347,61		5,0%
- Créances nettes sur l'Etat	5 025,49	5 188,05	162,56	3,2%
BCRG	3 352,28	3 476,23		3,7%
PNT1	3 877,59	4 096,88		5,7%
Banques primaires	1 673,21	1 711,82		2,3%
- Créances sur les Entreprises publiques	69,88	159,55		128,3%
- Créances sur le secteur privé	3 068,73	3 055,15		-0,4%
Créances compromises	125,07	132,25		5,7%
dont provisions	97,80	122,76		25,5%
Créances saines	2 943,66	2 922,91		-0,7%
dont créances à MLT	1 331,39	1 485,42		11,6%
Autres postes nets	-1 191,19	-1 087,54		-8,7%
Ajustement créances interbancaires				
MASSE MONETAIRE	11 438,50	11 865,18	426,68	3,7%
Base Monétaire	6 379,93	6 437,32		0,9%
- Monnaie et Quasi-Monnaie	8 740,56	8 989,42	248,86	2,8%
Monnaie en circulation	3 695,41	3 965,05	269,64	7,3%
Dépôts à vue GNF	4 555,04	4 463,40	-91,64	-2,0%
Dépôts à terme GNF	490,11	560,97	70,86	14,5%
- Dépôts en devises	2 697,94	2 875,76	177,82	6,6%

Source : BCRG /DGEEM

Tableau 2.3.2 : Evolution du taux de change moyen trimestriel du GNF

Trimestre/Année	Marché officiel		Marché parallèle		Prime de change (en %)	
	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF
2011						
Taux moyen annuel 2011	6 666	9 269	7 519	10 237	12,8%	10,4%
2012						
1T12	7 017	9 194	7 119	9 298	1,5%	1,1%
2T12	6 995	8 980	7 066	9 140	1,0%	1,8%
Taux moyen du 1^{er} semestre	7 006	9 087	7 093	9 219	1,2%	1,5%
3T12	6 958	8 706	7 051	8 811	1,3%	1,2%
Taux moyen 1T12-3T12	6 990	8 960	7 079	9 083	1,3%	1,4%
4T12	6 975	9 048	7 072	9 113	1,4%	0,7%
Taux moyen du 2^{ème} semestre	6 967	8 877	7 062	8 962	1,4%	1,0%
Taux moyen annuel 2012	6 986	8 982	7 077	9 091	1,3%	1,2%
2013						
1T13	6 960	9 191	7 001	9 292	0,6%	1,1%

Source : BCRG / Direction générale des études économiques et monétaires

Tableau 2.3.3 : Evolution mensuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)

TAUX D'INFLATION : 2012 (Base 100 : 2002)	Janvier 2012	Février 2012	Mars 2012	Avril 2012	Mai 2012	Juin 2012	Juillet 2012	Août 2012	Sept. 2012	Oct. 2012	Nov. 2012	Déc. 2012
Indice global	534,1	541,9	547,4	550,6	556,8	562,8	564,8	571,7	579,5	587,7	595,0	597,8
Variation en glissement annuel	18,5%	18,4%	17,1%	16,0%	15,4%	15,0%	14,8%	14,5%	14,4%	13,5%	13,2%	12,8%
Variation en moyenne annuelle	21,1%	20,8%	20,5%	20,0%	19,4%	18,7%	18,0%	17,5%	17,0%	16,3%	15,7%	15,2%

TAUX D'INFLATION : 2013 (Base 100 : 2002)	Janvier 2013	Février 2013	Mars 2013
Indice global	603,9	611,6	618,4
Variation en glissement annuel	13,1%	12,9%	13,0%
Variation en moyenne annuelle	14,8%	14,3%	14,0%

Source : MP / Institut National de la Statistique (INS)

Tableau 2.3.4 : Evolution en glissement annuel des prix moyens de quelques produits alimentaires à Conakry

	Avril 2012	Mai 2012	Juin 2012	Juil. 2012	Août 2012	Sept. 2012	Oct. 2012	Nov. 2012	Déc. 2012	Janvier 2013	Février 2013	Mars 2013
Riz local étuvé	0,4%	-9,7%	-8,3%	-10,9%	-13,3%	-13,8%	-14,3%	-9,5%	-20,4%	-19,6%	-9,8%	-9,7%
Riz importé populaire	-1,0%	-2,3%	-9,7%	-7,6%	5,4%	1,7%	-6,2%	-13,2%	-0,7%	-2,7%	-3,3%	-3,0%
Viande de bœuf	18,3%	16,9%	16,8%	7,6%	-0,4%	1,8%	4,7%	6,7%	7,5%	6,0%	6,7%	6,7%
Pomme de terre	73,6%	72,3%	47,3%	32,5%	34,4%	30,9%	21,6%	14,4%	11,8%	12,5%	17,0%	13,8%
Huile de palme	-20,0%	-16,9%	-13,4%	-14,7%	-13,4%	-15,7%	-13,0%	-10,9%	2,7%	22,0%	26,0%	30,1%
Huile d'arachide	-8,9%	-6,5%	-6,3%	-5,1%	-2,4%	-0,5%	-0,5%	2,7%	-7,8%	-8,9%	-9,3%	-2,3%

Source : MP / INS

Tableau 2.3.5 : Evolution des taux d'intérêt créditeur

	Déc.-10	Mars-11	Juin-11	Sept-11	Déc.-11	Mars-12	Juin-12	Sept-12	Déc-12	Mars-13
Taux des bons du Trésor, 91 jours	4,64%	12,33%	12,33%	8,12%	8,12%	8,12%	8,12%	8,12%	16,04%	16,04%
Taux d'inflation en glissement annuel	20,8%	21,0%	23,5%	21,0%	19,0%	17,1%	15,0%	14,4%	12,8%	13,0%
Taux d'intérêt réel	-16,16%	-8,67%	-11,17%	-12,88%	-10,88%	-8,98%	-6,88%	-6,28%	3,24%	3,04%

Source : BCRG / Direction Générale des Etudes Economiques et Monétaires

Tableau 2.3.6 : Repères quantitatifs à fin mars 2013

	Prévisions	Réalisations	Ecart Réal. / Prévis.
REPERES			
1. Recettes budgétaires hors secteur minier	1 971,97	1 617,43	-354,54
2. Dépenses courantes hors paiements d'intérêt	1 507,91	1 221,12	-286,79
3. Masse salariale de l'Etat	430,75	399,00	-31,75
CRITERES			
1. Solde primaire du budget (plancher, en milliards GNF)	-230,78	132,19	362,97
2. Base monétaire (plafond, en milliards GNF)	6 424,00	6 437,32	13,32
3. Avoirs intérieurs nets, BCRG (plancher, milliards GNF)	4 645,00	3 663,95	-981,05

Source: MDB, BCRG

Tableau 2.3.7 : Critères de convergence à fin mars

Normes ZMAO	2012	2013	Performance
1. Critères de premier rang			
- Déficit budgétaire hors dons ≤ 4% du PIB	2,10%	0,03%	Satisfaisant
- Taux d'inflation ≤ 5% en glissement annuel	17,1%	13,0%	Non satisfaisant
- Financement banque centrale du déficit ≤ 10% RF, Année n-1	8,3%	1,6%	Satisfaisant
- Réserves de change ≥ 3 mois d'importations	3,5	3,3	Satisfaisant
2. Critères de second rang			
- Arriérés intérieurs cumulés ≤ 0	ND	ND	ND
- Recettes fiscales ≥ 20% du PIB	4,1%	3,4%	Non satisfaisant
- Ratio masse salariale/recettes fiscales ≤ 35%	25,8%	25,6%	Satisfaisant
- Fluctuation du taux de change (USD / GNF) = ± 15%	8,1%	-1,3%	Satisfaisant
- Taux d'intérêts réels positifs > 0%	-9,0%	3,0%	Satisfaisant
- Ratio investissements ressources pro. / recettes fiscales ≥ 20%	66,5%	16,7%	Non satisfaisant

Sources : MECEF, MDB, MP, BCRG

2.4 CROISSANCE ECONOMIQUE

Secteurs d'activités/agrégats	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (e)	2013 (p)
Taux de croissance réel (%)							
PIB	1,8	4,9	-0,3	1,9	3,9	3,9	4,5
Secteur Primaire	2,8	3,6	3,2	3,2	4,5	3,8	4,8
Secteur Secondaire	1,7	9,4	-3,1	2,3	4,4	3,5	4,6
Secteur Tertiaire	0,6	2,4	0,8	1,3	3,2	3,3	3,0
PIB à prix courants (en milliards GNF)	17 354,2	20 780,4	22 132,6	27 081,6	33 696,7	39 590,2	45 479,2
Solde en ressources intérieures	-1 076,0	-1 309,2	-1 283,7	-1 652,0	-7 851,3	-9 382,9	-10 687,6
En % du PIB à prix courants							
Importations	36,5	40,0	30,0	39,8	53,5	52,7	52,1
Consommation finale	86,5	84,3	89,4	89,0	103,3	100,2	100,9
publique	6,7	6,1	8,5	13,1	10,0	10,4	10,7
privée	79,9	78,2	80,9	75,8	93,4	89,8	90,2
FBCF	19,2	21,3	16,4	17,1	20,0	23,5	22,6
administration	2,7	2,8	5,2	6,7	3,4	6,9	5,6
privée	16,5	18,5	11,2	10,4	16,6	16,5	17,1
Variations de stocks	0,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	30,1	33,7	24,2	33,7	30,2	29,1	28,5

Sources : FMI, MP / DNP